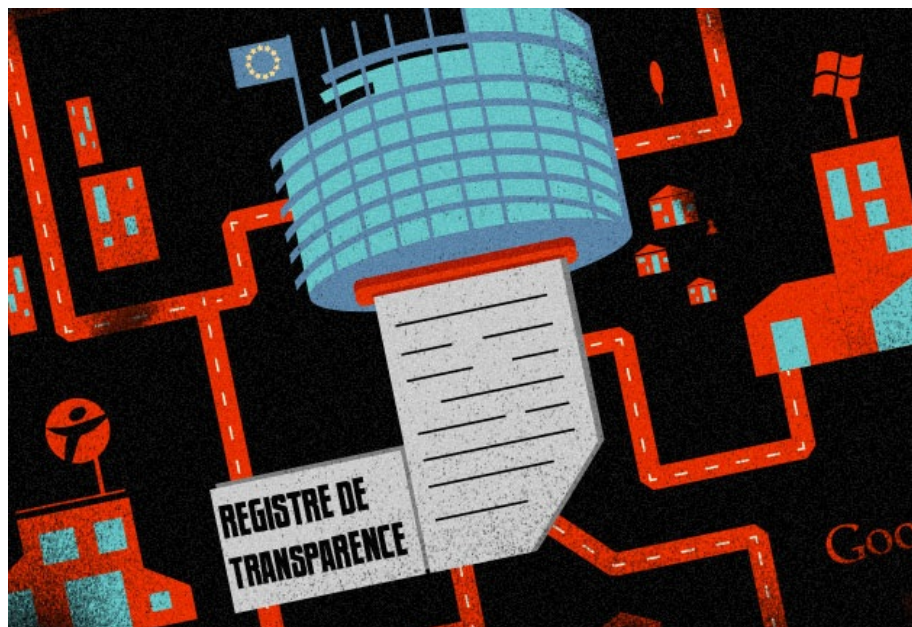


LA CARTE DES LOBBYISTES DU NUMÉRIQUE

LE 17 SEPTEMBRE 2012 CLAIRE BERTHELEMY

Dans Bruxelles, *Owni* a cartographié comment les lobbyistes du numérique ont encerclé les institutions européennes. Une mise en perspective de l'intimité géographique qui règne entre lobbyistes et fonctionnaires européens. Alors que plusieurs industriels rechignent à être transparent sur le sujet, notamment Amazon et Apple.



Le numérique représente un secteur trop stratégique pour laisser les institutions et les élus européens déterminer seuls son évolution. Désormais à Bruxelles, autour des principales instances européennes, les lobbyistes des industriels du numérique occupent une place de choix, comme le montre ci-dessus notre carte interactive de la capitale européenne.

Owni a voulu ainsi cartographier les petites relations entre lobbies et institutions européennes. Manière de mettre en évidence l'hospitalité à la belge (sur notre carte ci-dessus, cliquez sur les valises noires pour visualiser les lobbyistes du numérique à proximité des bâtiments officiels).

Transparence

Selon l'ONG **Alter-EU** (Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation), Microsoft fait maintenant partie des dix entreprises qui dépensent le plus pour leurs activités de lobbying à Bruxelles, avec 4 625 000 euros. Google consacre lui à ses activités de lobbying entre **600 000 à 700 000 euros** quand Facebook est petit joueur puisqu'il déclare un budget de **150 000 à 200 000 euros** pour la dernière année comptable renseignée.

Ces données sont issues du **Registre de transparence** européen, une initiative de la Commission et du Parlement européen, qui a célébré **son premier anniversaire au mois de juin dernier**. Cependant, son fonctionnement repose sur la base du volontariat.

Le mystère reste donc entier pour ceux qui n'y figurent pas. Les ONG les plus impliquées dans la transparence du fonctionnement démocratique militent aussi pour lui accorder un caractère obligatoire ; il pourrait par exemple être rendu indispensable pour louer des bureaux dans Bruxelles. Le porte-parole de **Corporate Europe Observatory** ironise :



C'est non seulement possible mais nécessaire que le registre soit rendu obligatoire. Il faut faire monter la pression pour que les entreprises soient obligées de le faire et que le registre remplisse alors sa mission première. Amazon, Apple et Bull, n'y sont pas par exemple. Pourtant ils sont présents au Parlement. Nous, on est un peu des Watch Dogs.



Sur ce point, Amazon nous a répondu que l'entreprise ne "*commentait pas ce genre d'information*", tandis qu'Apple ne nous a pas répondu du tout.

La transparence, maître-mot de tout commissaire bruxellois qui se respecte, est avant tout celle de ce registre. Le principe est simple : sous stimulation de la Commission européenne, les industries, associations et diverses entreprises – **au nombre officiel de 5200 environ** – s'inscrivent pour y faire figurer certaines informations. Notamment le nombre de lobbyistes arpenter les couloirs du Parlement et le budget annuel consacré aux pérégrinations de leurs troupes.

La carotte pour faire accepter aux industriels de figurer dans ce registre ? Un accès rapide au Parlement, un peu comme un billet coupe-file. Nous nous sommes entretenus avec le responsable du registre, Gérard Legris, il explique :



Il n'y a pas d'obligation juridique d'inscription au registre de transparence mais c'est quelque chose qui devient incontournable. Notamment parce que c'est une condition préalable à des facilités d'accès rapides au Parlement. Les participants sont enregistrés comme des visiteurs réguliers [un simple badge en plastique, NDLR]. Aussi parce que c'est une sorte d'abonnement. Et certaines de nos commissions refusent de faire entrer des non-accrédités.



Concrètement, les organisations qui figurent sur le registre, en plus d'avoir en main un passe

coupe-file, reçoivent les feuilles de route des programmes de travail de la Commission. Joli cadeau. Insuffisant peut-être pour les entreprises et cabinets de conseils qui ne se sont pas inscrits.

Ces derniers, en conséquence, ne sont pas liés à un code de conduite et à l'engagement de fournir des informations sur leur budget de lobbying ou les activités qui les intéressent au sein du Parlement et des différentes commissions.

Gérard Legris avance que *“certains attendent peut-être de voir si c'est intéressant ou pas. L'avantage c'est qu'elles gagnent pour leur image avant tout.”* Le registre implique quand même une bonne volonté – et une bonne foi – puisque le code de conduite signé en même temps que l'enregistrement dans les papiers de la Commission est à respecter à la lettre.

Celui qui le transgresse peut subir une enquête administrative pour violation du code de conduite et risque, en cas d'intention délibérée de fraude, une suspension ou une radiation du registre.

Il y a quelques années lors de la première initiative de registre de la Commission, le **Conseil européen de l'industrie chimique**, l'un des plus gros lobbyistes de Bruxelles¹, aujourd'hui **71 employés déclarés au registre** commun de la Commission et du Parlement, déclarait moins de 50 000 euros de dépenses inhérentes à la présence de ses salariés en activité de lobbying lors de la première initiative de la Commission. Et le CEFIC s'est fait suspendre temporairement à titre conservatoire. Aujourd'hui, ils déclarent 6 millions d'euros de frais de lobbying.

120 cabinets

La transparence n'est donc pas l'unique fonction officielle du registre puisqu'il s'agit surtout de délivrer le précieux sésame ouvrant toutes les portes ou presque du Parlement. **Alter-EU** a rendu public en juin dernier **un rapport sur ce registre de transparence** [PDF, EN], un an après son lancement. Le rapport d'analyse pointe entre autres que la liste des entreprises présentes pour exercer leur lobbying n'est surtout pas exhaustive et *“au total [ils ont] identifié environ 120 cabinets qui effectuent du lobbying auprès de l'Union mais qui ne sont pas enregistrés”*. Et le rapport de citer Apple, Disney, Time Warner et ... Monsanto. Dans le domaine, l'ONG **Corporate Europe Observatory**² travaille – entre autre – à mettre à jour les aberrations du registre. Martin Pigeon, porte-parole de Corporate Europe Observatory explique :



L'incitation à l'inscription sur le registre c'est un badge qui permet d'aller toquer aux portes sans avoir à se faire inviter par un eurodéputé ou par son assistant. Il y a un moment où l'invasion des lobbyistes était telle que les eurodéputés ne pouvaient pas travailler. Au restaurant du Parlement [cafétéria dans l'enceinte du Parlement, NDLR], vous pouviez avoir un lobbyiste qui vous tendait un dossier.



Il a donc fallu filtrer un peu tout ce petit monde pour que les eurodéputés puissent se sustenter librement et sans être harcelés par une horde de lobbyistes. Mais pour le porte-parole, à l'origine de l'ouverture du registre, il y avait bien une question d'image, non pas celle des entreprises qui signaient mais celle de Bruxelles même : ils devaient restaurer la confiance dans les institutions européennes.

*“**Siim Kallas**, le commissaire aux affaires administratives, [aujourd'hui vice-président chargé des transports, NDLR] vient d'Estonie. À l'époque, nouveau pays membre. Et il a une grande culture de la transparence administrative”,* remet en perspective Martin Pigeon.

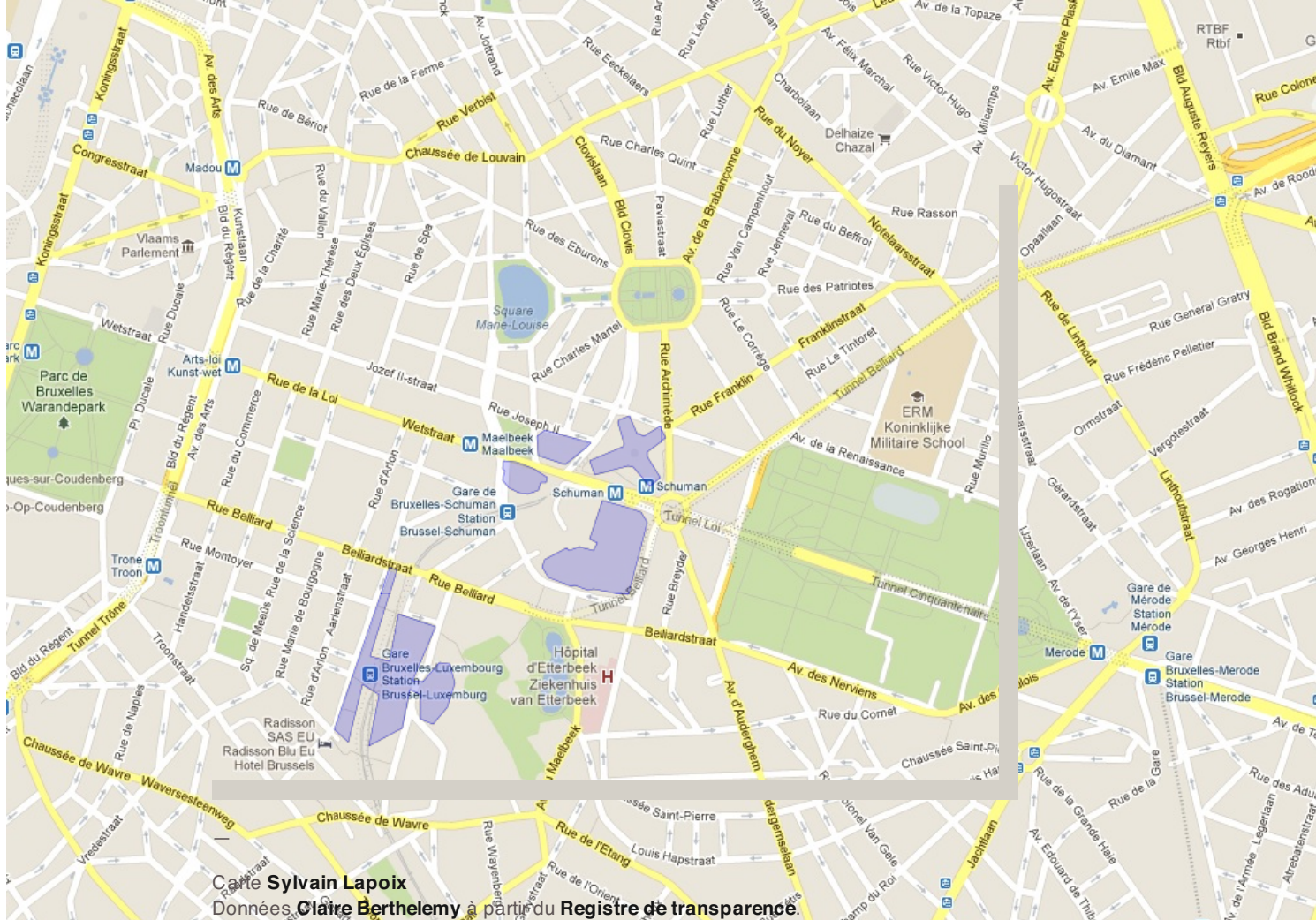
Sauf que la transparence, parce qu'elle n'est pas obligatoire, permet aussi de dire que les données manquent de fiabilité : certaines entreprises pour des dossiers précis n'iront pas négocier seule et embauchent des consultants spécialisés sur un ou deux dossiers.

Chez CEO, on les appelle parfois les *“lobbyistes mercenaires”* : travaillant depuis longtemps



LES GÉANTS DE L'AGROALIMENTAIRE BOUFFENT L'EUROPE

Nestlé, Coca-Cola ou Danone voient leur influence encore grandir à Bruxelles. De fait, l'agence européenne chargée de ...



Carte **Sylvain Lapoix**

Données **Claire Berthelemy** à partir du **Registre de transparence**.

Illustration et couverture par **Cédric Audinot** pour **Owني** /-

1. et avant tout l'organisation représentative de l'industrie chimique (environ 29 000 PME et grandes entreprises du secteur chimique qui produisent plus d'un tiers de la production chimique mondiale [+])
2. Ayant pour idée première : "Exposing the power of corporate lobbying in the EU" [+]

TOM

le 17 septembre 2012 - 18:08 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Presque hors sujet, certes, mais on peut également admirer plusieurs pieds à terre de l'église de scientologie dans le quartier: Rue de la loi (Comission & conseil) ainsi qu'un "mégacomplexe" Boulevard de Waterloo (voisins de Yahoo). Mais bon, la ville est petite ;)

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JULIEN FASTRÉ

le 23 septembre 2012 - 21:24 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ebay aurait 50.000 euros et 5 lobbyistes ? Alors, le salaire de ces employés ne peut pas être compris dans ces 50.000 euros.

D'où ma question: qu'est-ce qui est compris dans ce montant ? Le loyer ? Des cadeaux pour les parlementaires ?

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

» **QueerPunxBelgium** le 18 septembre 2012 - 14:04

[...] Infos, Politique sept 182012 La carte des lobbyistes du numérique Lu sur OWNI :
« Dans Bruxelles, Owني a cartographié comment les lobbyistes du numérique ont [...]

